



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9375^e séance

Jeudi 13 juillet 2023, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Kariuki	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Albanie	M. Stastoli
	Brésil	M. França Danese
	Chine	M. Dai Bing
	Émirats arabes unis	M ^{me} Shaheen
	Équateur	M. Pérez Loose
	États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie	M ^{me} Zabolotskaya
	France	M ^{me} Dime Labille
	Gabon	M ^{me} Onanga
	Ghana	M. Korbich
	Japon	M ^{me} Shino
	Malte	M. Camilleri
	Mozambique	M. Afonso
	Suisse	M ^{me} Chanda

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Soudan à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Karim Khan, Procureur de la Cour pénale internationale, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Khan.

M. Khan (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de présenter à nouveau un exposé au Conseil de sécurité. Je voudrais également exprimer ma gratitude au Représentant permanent du Soudan pour avoir eu la possibilité de le rencontrer hier.

Quatre-vingt-dix jours se sont écoulés depuis le 15 avril, date à laquelle des combats ont éclaté entre les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises. Ce conflit et ces affrontements se sont propagés hors de Khartoum et ont embrasé une grande partie du Soudan. La population du Darfour en ressent assurément les effets. Le fait est que, à mesure que le Conseil et le monde entier voient se multiplier les informations à ce sujet, nous courons le risque de voir l'histoire se répéter – la même histoire malheureuse qui a amené le Conseil à renvoyer la situation au Darfour à la Cour pénale internationale (CPI) en 2005.

À l'heure où nous parlons, des femmes et des enfants, des personnes âgées et des jeunes craignent pour leur vie et vivent dans l'incertitude au beau milieu d'un conflit. Alors que leurs maisons brûlent, beaucoup ne savent pas de quoi la nuit sera faite ni quel sort leur sera réservé le lendemain. Il ne s'agit là ni d'une hyperbole ni d'une polémique, mais bien du résultat d'une évaluation objective provenant d'une multitude de sources. Aujourd'hui même, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a publié un rapport décrivant en détail les allégations d'assassinat de 87 membres de l'ethnie Massalit, qui auraient été tués par les Forces d'appui rapide et des

membres de leurs milices alliées au Darfour occidental. Nous enquêtons sur ces allégations. Quelle que soit l'analyse, ce n'est pas au bord d'une catastrophe humaine que nous nous trouvons, mais au beau milieu de celle-ci. Elle est en cours. Sur la base de ma propre analyse, je recommande et je formule le vœu que nous agissions d'urgence et collectivement pour protéger les personnes les plus vulnérables. Si nous voulons donner un sens à l'expression « plus jamais ça », maintes fois répétée, c'est ici et maintenant qu'elle doit signifier quelque chose pour la population du Darfour, qui vit dans l'incertitude, la douleur et les stigmates du conflit depuis près de 20 ans.

Pour ce qui est du rôle de mon bureau, je tiens à préciser que le mandat qui nous a été confié en vertu de la résolution 1593 (2005) n'est pas limité dans le temps en ce qui concerne les crimes relevant de notre compétence, c'est-à-dire le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Toute personne dont il est établi qu'elle a commis l'un de ces crimes relevant de notre compétence fera l'objet d'une enquête. En fonction des évaluations des juges indépendants de la CPI, nous mettrons tout en œuvre et nous ne négligerons aucun détail pour veiller à ce que les responsables répondent de leurs actes dans le cadre d'un procès équitable et indépendant. Comme je l'ai dit, nous avons déjà ouvert une enquête.

Je veux envoyer un message clair à tous les belligérants, commandants et fantassins qui ont pris les armes, ou qui pensent avoir le pouvoir de faire ce qu'ils veulent : prendre intentionnellement pour cible des civils, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que leurs habitations ou leurs entreprises, constitue un crime interdit par le Statut de Rome. Les attaques dirigées contre les écoles, ainsi que les fournitures et les installations humanitaires, doivent cesser, car le préjudice causé par ces actes est si profond qu'il va bien au-delà des mots. Je pense que la situation mérite que nous prenions le temps de réfléchir au sort des personnes qui ne se trouvent pas dans une salle ou dans une enceinte telle que celle-ci. C'est exactement le moment de faire réellement converger les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, les principes acquis de haute lutte à Nuremberg, les obligations du Statut de Rome et l'autorité du Conseil lui-même, qui a décidé en 2005 que de tels actes représentaient une menace pour la paix et la sécurité internationales. Cela ne vaut pas seulement pour les actes commis au Soudan. Toute personne vivant à l'extérieur du Soudan qui apporte son aide ou son concours à des crimes commis au Darfour, les encourage ou donne l'ordre de les commettre fera également l'objet d'une enquête. Ce moment doit permettre de mieux comprendre la voie à suivre, les possibilités juridiques qui s'offrent à nous et

la responsabilité morale et juridique qui nous incombe à l'égard des personnes qui se sentent invisibles depuis près de 20 ans. Ces personnes ont le sentiment que le droit et les déclarations et résolutions du Conseil ne sont pas pris au sérieux ou ne sont pas suivis d'effet pour les protéger comme le requiert la Charte des Nations Unies.

Les enquêtes que nous envisageons portent également sur de nombreuses allégations de crimes, pillages, exécutions extrajudiciaires et incendies de maisons, au Darfour occidental et au Darfour septentrional. S'agissant de ces allégations, j'ai déjà mentionné le rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, mais il y a aussi d'autres sources, telles que le rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan et les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (S/2023/355). Je saisis cette occasion pour saluer la direction exemplaire et la coopération remarquable de Volker Perthes en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général, au cours de la dernière période couverte par le rapport. J'ai donné des instructions claires à mon bureau pour qu'il accorde la priorité aux crimes contre les enfants et aux violences sexuelles et fondées sur le genre. Si je ne peux pas me porter garant de l'exactitude des différentes informations que nous avons reçues à ce jour, nous cherchons déjà de nouveaux moyens, créatifs et innovants, d'en vérifier l'exactitude et de les soumettre à un examen minutieux.

J'ai déclaré qu'au cours de mon mandat en tant que Procureur, je ne demanderai pas de mandats d'arrêt à moins qu'il n'y ait une réelle possibilité d'obtenir une condamnation. Toutefois, si Dieu le veut, nous ferons en sorte que la justice ne se limite pas à des paroles prononcées dans cette salle, mais qu'elle soit véritablement ressentie, afin que les civils et les personnes vulnérables puissent voir leurs droits défendus, comme elles en ont rarement fait l'expérience au cours de leur vie. Aujourd'hui, je peux également annoncer le lancement d'une nouvelle campagne publique dans le cadre de laquelle nous demandons et encourageons les civils, les membres des différents groupes et toute autre personne disposant d'informations à les communiquer à mon bureau par le biais d'un canal sécurisé, à l'aide d'un portail que nous avons mis en place.

En ce moment critique – et je pense que c'est là le mot le plus édulcoré que l'on puisse utiliser pour décrire la situation actuelle –, nous avons besoin d'une évaluation très honnête. Cette situation était clairement prévisible. Le Conseil le savait. Le Soudan le savait depuis très longtemps. Nous nous y attendions. La question est de savoir ce que nous allons faire à ce sujet. Cette situation, le fait que des enfants deviennent orphelins, que des femmes sont violées et que des bâtiments sont incendiés, en dépit des rapports que mes

prédécesseurs et moi-même avons présentés au Conseil, du travail du Haut-Commissariat, de celui de divers organismes des Nations Unies, et plus récemment de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, résulte d'un manque de volonté, sur une longue période, d'accorder de l'importance aux récits du vécu de tant de nos frères et sœurs soudanais et darfouriens. À mon humble avis, elle découle de l'incapacité fondamentale à reconnaître que la justice n'est pas simplement nécessaire pour défendre les valeurs normatives et les principes du droit international public, ou même pour défendre les principes essentiels inscrits dans la Charte. Mais, pour toutes ces raisons, ces instruments témoignent d'une réalité fondamentale : la justice doit être et est le fondement de toute perspective de paix durable et de sécurité réelle.

Ce manque de reconnaissance traduit un mépris fondamental et une violation des engagements clairs qui ont été pris maintes fois par le Gouvernement soudanais à l'égard du peuple soudanais. On peut passer en revue une pléthore d'instruments et de promesses faites, mais ils se résument tous à deux éléments : le non-respect de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan du 3 octobre 2020 et les engagements pris par le Gouvernement soudanais dans le cadre du protocole d'accord qu'il a conclu avec mon bureau, le 12 août 2021.

Cette situation contraint mon bureau à examiner par quel moyen il peut à présent rendre justice de manière plus efficace, sans que les erreurs du passé, les obstructions à la justice ou l'absence de coopération ne minent les perspectives de justice ni n'affaiblissent l'autorité du Conseil, en plus des lourdes responsabilités qui lui incombent. D'une façon générale, le non-respect des obligations juridiques internationales et l'absence de toute justice digne de ce nom au Soudan pour les crimes graves commis au Darfour il y a 20 ans ont semé les graines qui sont devenues les mauvaises herbes faisant aujourd'hui le malheur de tant de Darfouriens. Je reste disposé à dialoguer avec tous les acteurs concernés, pour éviter de retomber dans une spirale de violence toujours plus profonde. Ces derniers mois, j'ai tenté d'instaurer un dialogue et nous avons reçu des messages des dirigeants des différents groupes armés, du Gouvernement soudanais et des Forces d'appui rapide. Et je poursuivrai ces efforts, mais tout dialogue doit être soumis à deux principales conditions.

Il est essentiel que les personnes impliquées dans les hostilités reconnaissent, même tardivement, qu'elles doivent s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire. Il ne peut y avoir d'autres excuses, de faux-fuyants et de raisons pour justifier l'inacceptable et l'injustifiable, à savoir prendre pour cible les

personnes les plus vulnérables de l'humanité. Il est essentiel que les personnes impliquées dans les hostilités engagent un véritable dialogue et coopèrent réellement avec mon bureau, tant en ce qui concerne les hostilités actuelles sur lesquelles nous enquêtons, que s'agissant des crimes commis jadis au Darfour. Nous allons redoubler d'efforts pour pouvoir surmonter tous les obstacles auxquels nous serons confrontés.

Alors que les nuages s'amoncellent au-dessus du Darfour et jettent leur ombre sur l'ensemble du peuple soudanais, nous devons nous accrocher à la lumière que la justice peut apporter, non pas en raison d'un espoir ou d'une foi aveugle, mais mus par la détermination, l'idée maîtresse et la volonté de prendre une décision pour empêcher toute répétition du passé. Et il y a des raisons d'espérer. Ces six derniers mois, des progrès considérables ont été réalisés à la CPI dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Muhammad Ali Abd-Al-Rahman*. Nous avons conclu la présentation de nos moyens après avoir présenté 81 témoins qui ont été interrogés par la défense et entendus par les juges de la CPI. Il s'agit d'une étape décisive et je souhaite saisir cette occasion pour féliciter mon équipe, les hommes et les femmes de mon bureau qui ont persévéré, dans des circonstances très difficiles, afin de s'acquitter de leurs responsabilités avec honneur et intégrité, et avec une efficacité extraordinaire.

Les voix des victimes ont été entendues. Récemment, des victimes appelées par leurs représentants légaux ont été entendues par la Cour. Cela fait 20 ans qu'elles attendent d'avoir la possibilité de donner leur point de vue. Un exemple mérite d'être évoqué ici, car il illustre à la fois leurs souffrances pendant ces 20 dernières années et ce qu'il leur arrive aujourd'hui. Je voudrais citer les propos d'un témoin, qui a dit :

« Je tiens à dire que nous sommes épris de justice et que nous voulons la justice. Nous voulons que tous ceux qui ont rempli nos vies d'humiliations, de souffrances et d'épuisement répondent de leurs actes. Nous voulons que ceux qui nous ont détruits rendent des comptes. Ces personnes ont détruit notre avenir et celui de nos enfants. Et en ce moment où je fais entendre ma voix et incarne celle de tous les réfugiés du Darfour répartis à travers le monde, je tiens à dire que nous voulons la paix. Nous voulons retourner dans notre patrie. Il est temps de mettre un terme à cette situation ».

Peut-on être plus éloquent, plus sincère et plus simple que cette personne, qui a fait part de réalités aisément compréhensibles ? Il a raison : quel que soit le point de référence ou l'indicateur utilisé, il est temps de mettre un terme à cette situation.

La force de ce témoignage et le fait qu'il est malheureusement encore pertinent aujourd'hui montrent que le procès de M. Abd-Al-Rahman continue d'avancer, malgré toutes les difficultés rencontrées et la recrudescence actuelle des hostilités. De plus, grâce à l'excellente gestion des juges de la CPI, ce procès est le plus efficace de l'histoire de la Cour ; j'en suis ravi. Mais nous devons veiller à ce qu'il aboutisse. Je demande au Gouvernement soudanais de se joindre à moi et d'apporter toute l'assistance nécessaire à la défense, aux représentants légaux des victimes et à la Cour pour que ce procès puisse aboutir à une conclusion finale, après examen des juges de la CPI.

Dans le même temps, nous devons montrer que nous ne nous contentons pas de faire des discours et des promesses. Nous devons agir de manière concrète. Et comme je l'ai dit, cela va dépendre de la rigueur et de l'efficacité des enquêtes, et de la délivrance de mandats d'arrêt lorsque les juges de la CPI examinent les demandes que nous présentons et sont convaincus de les émettre. Mais nous avons besoin d'une réelle justice dans les tribunaux pour faire la distinction entre vérité et fiction et assurer aux habitants du Darfour que leur vie a un sens, et que les événements passés seront traduits en justice.

Comme je l'ai affirmé à maintes reprises au Conseil de sécurité, je ne veux pas que ces renvois du Conseil deviennent des histoires sans fin. J'ai tenté d'ouvrir le dialogue avec le Gouvernement soudanais en présentant des feuilles de route et différentes approches, pour que, quelle que soit l'instance concernée, justice soit rendue de manière à satisfaire aux objectifs du Conseil et aux exigences de la justice. Mais si les auteurs de ces actes ont l'intention d'écrire d'autres chapitres de désespoir et d'autres pages de souffrances, nous ne refermerons pas ce livre. Nous continuerons de le lire et nous ne ménagerons aucun effort pour rendre justice et faire appliquer le principe de responsabilité, car si nous n'y parvenons pas, les conséquences seront très graves, à l'instar de ce que nous observons dans d'autres situations. Un tel état de fait remettrait en cause la pertinence du Conseil.

Je ne m'excuserai pas pour la dernière observation que je vais faire. Je suis musulman et de nombreux acteurs de ce conflit, dans les deux camps, se disent musulmans. Je rappelle les responsabilités qui leur incombent non seulement en vertu de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1593 (2005), et des engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'Accord de Djouba et du Protocole d'accord qu'ils ont signé, mais aussi du fait de la religion qu'ils affirment défendre, à savoir l'islam.

Je cite le Coran, qui est clair :

« Observez strictement la justice et soyez des témoins véridiques, fût-ce contre vous-mêmes,

contre vos père et mère ou proches parents, qu'il s'agisse d'un riche ou d'un besogneux. [...] Et si vous portez un faux témoignage ou si vous le refusez, Allah est parfaitement connaisseur de ce que vous faites ». (*Le Coran, Sourate 4, verset 135*).

Le jour du jugement dernier finira bien par arriver. Et c'est une autre raison pour laquelle j'encourage chaque personne, qu'il s'agisse d'un membre d'une des parties au conflit ou d'un civil, indépendamment de son rang, à dire la vérité et à saisir l'occasion qui lui est offerte de tenir la main de la justice et de permettre l'établissement des responsabilités, une promesse qu'a souvent faite, mais n'a pas tenue, le Gouvernement soudanais. Je pense que c'est uniquement en faisant preuve d'humilité que nous pourrions honorer les promesses que nous faisons maintenant depuis 2005.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Procureur Khan de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Shino (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Procureur Khan du trente-septième rapport sur la situation au Darfour, en application de la résolution 1593 (2005).

La Cour pénale internationale (CPI) est une institution essentielle pour faire respecter l'état de droit, et sa contribution à la lutte contre l'impunité est cruciale. Le Japon réaffirme son appui indéfectible à la CPI et au Bureau du Procureur.

Le Japon est gravement préoccupé par la poursuite des hostilités qui ont des répercussions sur la capacité du Bureau du Procureur de s'acquitter de son mandat au Soudan. Malheureusement, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité seraient à nouveau commis à grande échelle au Soudan. En outre, trois fugitifs de premier plan détenus à Khartoum, M. Al-Bashir, M. Hussein et M. Harun, qui font l'objet de mandats d'arrêt de la CPI, ont été libérés dès le début des combats. Il est déplorable d'apprendre que les efforts visant à ce qu'une justice digne de ce nom soit rendue pour les crimes graves commis n'ont pas pris racine au Soudan. Le Japon demande instamment à tous les acteurs concernés au Soudan de cesser immédiatement les combats et de respecter le cours de la justice et l'état de droit dans le cadre du processus politique à venir. La justice et l'état de droit sont les piliers fondamentaux de l'édification d'une paix durable. Comme le souligne la CPI dans son rapport, les effets du droit doivent se faire sentir en temps réel.

À cet égard, nous prenons note de l'enquête de la Cour et de la collecte d'informations pertinentes. Nous sommes conscients que cette enquête est menée en application de la résolution 1593 (2005). Nous soulignons qu'en vertu du droit international humanitaire, tous ceux qui sont impliqués dans les hostilités sont tenus de prendre des mesures pour garantir la protection des civils.

Par ailleurs, il est encourageant de constater que des progrès ont été réalisés malgré les difficultés rencontrées. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'achèvement de la présentation des moyens de l'Accusation dans le procès de M. Abd-Al-Rahman, le tout premier issu d'un renvoi du Conseil de sécurité, et auquel des représentants des victimes ont pris part.

De même, nous félicitons le Bureau du Procureur pour sa collaboration active avec la société civile et le lancement d'un appel public via une plateforme en ligne pour permettre aux victimes et aux témoins de fournir des informations. Nous espérons que ces efforts contribueront à répondre aux attentes légitimes des survivants.

Nous, membres du Conseil de sécurité, devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre à la CPI de s'acquitter du mandat qui lui est confié par la résolution. Le Japon tient à réaffirmer son appui indéfectible à la Cour et est prêt à continuer de lui fournir des ressources humaines et financières.

M^{me} Chanda (Suisse) : La Suisse remercie le Procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, pour son exposé détaillé sur la situation au Darfour et salue la participation à la présente séance du représentant du Soudan.

Dans quelques jours, nous célébrerons le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui a marqué une étape cruciale de l'engagement de la communauté internationale dans la lutte contre l'impunité. En déferant la situation au Darfour au Procureur de la Cour pénale internationale, le Conseil de sécurité a mis en lumière le lien intrinsèque entre justice et paix durable. Ce qui a été réaffirmé il y a 25 ans est toujours valable aujourd'hui : il ne peut y avoir de paix sans justice. Forte de cette conviction, j'aimerais souligner trois points.

Premièrement, nous exprimons notre grave préoccupation par rapport à l'escalade du conflit et l'aggravation de la situation humanitaire au Soudan, y inclus au Darfour. La Suisse condamne les violations du droit international humanitaire qui ont pu y être commises. Elle est particulièrement préoccupée par les allégations de crimes sexuels et sexistes,

y compris celles de viols massifs et de violence à l'encontre des enfants mentionnées dans le rapport du Procureur. À cet égard, sa décision d'enquêter sur les incidents survenus dans le cadre des hostilités actuelles est une contribution importante à la lutte contre l'impunité.

Deuxièmement, nous saluons les avancées réalisées par le Procureur depuis la présentation de son dernier rapport (voir S/PV.9249) malgré ce contexte difficile. La Suisse suit attentivement l'évolution du procès de M. Ali Abd-Al-Rahman et se félicite de la célérité de la procédure ainsi que du rôle central accordé aux victimes et aux témoins. Leurs voix doivent être entendues. Nous saluons également l'intensification des interactions avec les organisations de la société civile et les communautés touchées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Soudan.

Troisièmement, nous tenons à souligner l'importance de la pleine et entière coopération avec la Cour pénale internationale. Nous renouvelons notre appel aux autorités soudanaises et à l'ensemble des parties au conflit à s'acquitter de leur obligation de coopérer avec la Cour en vertu de la résolution 1593 (2005). La Suisse salue la collaboration appuyée entre le Bureau du Procureur et les pays tiers. Elle invite tous les États à redoubler d'efforts pour qu'une justice tant attendue par les victimes au Darfour soit rendue.

Alors que la situation se dégrade quotidiennement au Soudan, le besoin de justice est central et exige un engagement et une attention renouvelés de la part de tous, y compris le Conseil. La Suisse tient à réaffirmer sa détermination à lutter contre l'impunité ainsi que son soutien inconditionnel envers la Cour en tant qu'instance judiciaire indépendante chargée d'enquêter sur les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. Elle représente un gage d'espoir et mérite notre plein soutien. Comme le dit le rapport, cette fois-ci, la loi doit protéger celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Qu'il me soit permis de terminer sur les mots d'une représentante de victimes soudanaises : « Nous attendons depuis longtemps de voir les auteurs de ces crimes comparaître devant un tribunal. Nous suivons de près l'évolution du procès Abd-Al-Rahman et sommes convaincus que la justice sera rendue ».

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Procureur Khan de son rapport et de l'exposé qu'il a présenté aujourd'hui sur les enquêtes et les poursuites en cours de la Cour pénale internationale (CPI) concernant la situation au Darfour. Nous sommes sensibles à l'engagement indéfectible des juges,

des avocats et du personnel de la Cour dans leur quête de justice pour la population du Darfour.

La situation au Darfour est profondément inquiétante. Nous avons pris connaissance d'allégations crédibles faisant état de violences généralisées commises par les Forces d'appui rapide et les forces alliées, notamment les formes les plus terribles de violence sexuelle, des meurtres fondés sur l'appartenance ethnique et des attaques ciblant les civils. Le fait que cette violence soit perpétrée contre la population du Darfour, déjà victime d'un génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre qui ont poussé la CPI à ouvrir une enquête, est particulièrement consternant. Comme nous l'avons déjà dit, les combats doivent cesser immédiatement et, par la même occasion, le meurtre inadmissible de civils.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les atrocités commises par les deux parties dans tout le pays. Nous appelons les dirigeants des deux parties à mettre immédiatement fin à la violence, à permettre la fourniture de l'aide humanitaire, de soins médicaux et de services appropriés aux personnes rescapées, et à se soumettre à un véritable processus de règlement du conflit. Il n'existe pas de solution militaire acceptable à ce conflit. Nous partageons la conclusion du Procureur Khan selon laquelle la violence est le résultat d'années d'impunité, y compris le fait que les responsables des crimes les plus abominables n'ont pas été amenés à en répondre et que justice n'a toujours pas été rendue à la population du Darfour.

Le non-respect par le Soudan de ses obligations en vertu de la Charte des Nations Unies et de son obligation de coopérer avec la CPI au cours des 20 dernières années, conformément à la résolution 1593 (2005) du Conseil de sécurité, témoigne d'un mépris inquiétant des obligations juridiques internationales, de l'état de droit et de la vie humaine. Nous saluons donc l'annonce faite par le Procureur que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité présumés commis pendant les combats en cours pourraient faire l'objet d'une enquête et de poursuites de la part de la CPI et que son bureau a lancé des enquêtes ciblées sur les événements récents. Nous saluons les progrès concrets accomplis au cours des six derniers mois dans le procès de l'ancien commandant janjaouid, M. Abd-Al-Rahman, également connu sous le nom d'Ali Kushayb, en dépit de nombreuses difficultés, et nous reconnaissons le courage des témoins et des victimes qui se sont manifestés. Nous soutenons également les efforts visant à traduire en justice les quatre autres suspects actuels faisant l'objet de mandats d'arrêt en rapport avec la situation au Darfour : l'ancien Président Omar AlBashir, l'ancien ministre Ahmad Harun,

l'ancien ministre Abdel Raheem Muhammad Hussein et Abdallah Banda Abakaer Nourain. Il est essentiel de localiser ces individus pour les amener à répondre des graves crimes qui leur sont reprochés.

Que cela serve d'avertissement à ces fugitifs et à d'autres, ainsi qu'à tous ceux qui envisageraient de commettre des crimes de guerre et d'autres atrocités, y compris des actes de violence sexuelle, au Soudan et ailleurs. La communauté internationale maintient un engagement sans faille en faveur de la responsabilité pénale individuelle et ne relâchera pas ses efforts tant que les personnes accusées d'avoir commis des atrocités n'auront pas été traduites en justice. Nous demandons instamment à tous les États de coopérer avec la CPI en ce qui concerne la situation au Darfour et de rendre la justice promise à la population du Darfour. Nous exhortons toutes les nations à se joindre à nous pour soutenir les efforts visant à amener les auteurs d'atrocités passées et actuelles au Darfour à en répondre, et à se tenir aux côtés du peuple soudanais dans sa quête de paix.

M. Korbich (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M. Karim Khan, Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), d'avoir présenté au Conseil le trente-septième rapport du Procureur sur les activités menées par le Bureau du Procureur en ce qui concerne la situation au Darfour. Je souhaite également la bienvenue au Représentant permanent du Soudan, l'Ambassadeur Mohamed, à la présente séance.

Le présent rapport démontre une fois de plus la détermination du Bureau à lutter contre l'impunité au Darfour, en particulier au vu des progrès constants réalisés dans le cadre du procès de M. Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, qui est le premier procès ouvert par la Cour à la suite d'un renvoi par le Conseil. Ces progrès n'auraient pas été possibles sans l'aide des témoins. À cet égard, le Ghana salue le courage des victimes et des témoins qui ont bravé tous les risques pour témoigner dans ce procès particulier. Ce fait confirme que les victimes d'atrocités criminelles se battent toujours pour que justice soit rendue, quel que soit le temps que cela prendra.

En ce qui concerne la situation actuelle au Darfour, nous appuyons résolument la décision du Procureur d'ouvrir des enquêtes sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité présumés dus aux hostilités actuelles au Soudan, et plus particulièrement au Darfour. Le Ghana est profondément préoccupé par les pertes en vies humaines et le déplacement de milliers de personnes. Il prie de nouveau les parties au conflit de respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire

et des règles d'engagement internationales applicables aux conflits. Nous condamnons tout particulièrement la dimension ethnique du conflit, où les populations noires du Soudan sont délibérément prises pour cible.

Le conflit en cours au Soudan aura certainement une incidence sur la feuille de route établie par le Bureau en ce qui concerne les affaires au Darfour. En dépit de ces difficultés, le Ghana exhorte le Bureau à ne pas relâcher ses efforts pour renforcer les moyens d'action des victimes, des témoins et des communautés touchées en travaillant au plus près de ces communautés dans le cadre de missions prolongées au Darfour et en renforçant sa présence permanente dès que la situation s'y prêtera.

Le Ghana renouvelle son appel à la pleine coopération des autorités soudanaises compétentes, en particulier dans l'affaire Al-Bashir, pour laquelle des preuves écrites sont indispensables. Nous insistons sur le fait que cela demeure essentiel pour accélérer le travail d'enquête du Bureau et répondre aux attentes légitimes des personnes rescapées. Le Ghana rappelle que, dans son trente-cinquième rapport, le Procureur avait abordé en détail certains aspects essentiels pour le travail du Bureau. Malheureusement, comme il est indiqué dans le rapport, ces engagements n'ont pas été tenus, notamment en ce qui concerne la localisation d'inculpés tels que M. Al-Bashir, dont on ignore l'endroit où il se trouve, dans le contexte du conflit qui sévit au Soudan.

Nous notons avec satisfaction qu'au cours de la période considérée, le Bureau a continué d'élargir et d'approfondir ses échanges avec des États tiers et des organisations de la société civile à l'appui de ses activités d'enquête et de poursuites. Il est encourageant de constater que la coopération et l'assistance importantes apportées par un certain nombre de ces États ont contribué aux progrès réalisés dans le procès de M. Abd-Al-Rahman. Nous appelons les États parties et les États non parties à la CPI à continuer de coopérer avec le Bureau du Procureur en répondant en temps voulu à ses demandes, afin de lui permettre de s'acquitter de manière efficace et efficiente du mandat qui lui a été confié en vertu de la résolution 1593 (2005).

Nous exhortons une nouvelle fois le Bureau du Procureur à poursuivre ses efforts pour renforcer la coopération et le dialogue avec les États africains ainsi qu'avec l'Union africaine. Comme nous n'avons eu de cesse de le souligner, cette approche pourrait permettre non seulement de remédier à l'absence de coopération entre la Cour et les autorités soudanaises, mais également de rallier le soutien le plus large possible en vue de lutter contre l'impunité s'agissant d'autres affaires sur lesquelles la Cour mène des enquêtes.

Je voudrais conclure en remerciant une fois de plus M. Khan de son action à la tête du Bureau et en félicitant les États parties et les États non parties qui coopèrent avec le Bureau du Procureur et l'aident à s'acquitter de son mandat conformément à la résolution 1593 (2005), qui représente la première saisine de la CPI par le Conseil. Nous appelons le Conseil à appuyer les travaux du Bureau et à envoyer un message fort et unifié aux auteurs d'atrocités criminelles : peu importe où ils se cachent, ils seront tôt ou tard rattrapés par le bras de la justice qui leur demandera de rendre des comptes à leurs victimes, lesquelles ne doivent plus être impuissantes.

Afin de manifester notre soutien et de montrer que la CPI est vraiment importante pour nous, le Ghana s'est joint à la rencontre avec la presse de cet après-midi.

M^{me} Zabolotskaya (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Ce que le Conseil de sécurité vient d'entendre de la bouche du soi-disant Procureur de la prétendue Cour pénale internationale (CPI) n'était pas un exposé. Les exposés présentés au Conseil par les fonctionnaires de cette instance politisée ont depuis longtemps tourné au théâtre de l'absurde.

Cette instance, un outil docile dont se sert l'Occident, fonctionne selon deux « modes ». Le premier consiste à monter rapidement des dossiers contre des personnes indésirables originaires de pays en disgrâce, et le second à faire semblant de travailler puis à expliquer pourquoi ce « travail » ne porte pas ses fruits. À l'heure actuelle, la CPI fonctionne selon le deuxième mode en ce qui concerne le dossier soudanais. En conséquence, le Conseil doit tous les six mois assister à une gymnastique verbale et écouter des explications portant sur les personnes à blâmer pour l'absence de résultats.

À cet égard, nous ne pouvons passer sous silence le fait que M. Khan, dans son exposé, a qualifié le seul procès en cours, celui intenté contre Ali Kushayb, de « procédure la plus efficace de l'histoire de la Cour ». Je rappelle que cette procédure a été ouverte 17 ans après que la CPI a été saisie de la situation. La comparaison évidente qui s'impose ici est la suivante : la Cour est aussi performante que sa « procédure la plus efficace ». Après tout, elle n'a rien vu de répréhensible dans les crimes de guerre de masse commis par l'OTAN en Afghanistan, en Iraq et en Libye. Dans ce contexte, le fait même qu'une seule personne ait été accusée au Darfour constitue un succès vraiment impressionnant.

Le rapport sur le Darfour dont nous sommes saisis aujourd'hui est aussi vide que les précédents. Il est temps d'avoir l'honnêteté de reconnaître que la CPI n'est pas en mesure de remplir le mandat qui lui a été confié par la

résolution 1593 (2005) et qu'elle n'est pas non plus particulièrement disposée à le faire. Dès que l'histoire des « violences électorales » survenues au Darfour a cessé d'intéresser ses maîtres occidentaux, la CPI est passée au deuxième mode : elle a mollement feint d'accomplir son travail, comme elle le fait depuis près de 20 ans.

Dans le même temps, la CPI a choisi la manière la plus simple d'expliquer son inefficacité en rejetant la responsabilité de tous ses échecs sur les autorités nationales. Pourquoi pas, après tout, ne pas dire deux fois par an que la CPI, qui dispose d'un budget de centaines de millions de dollars, est impuissante en raison de l'absence prétendue de coopération du Soudan ? Il est cependant très difficile de jeter l'opprobre sur le Soudan, compte tenu de ce qu'est devenue la CPI depuis 2005, date à laquelle le dossier du Darfour lui a été déféré par le Conseil de sécurité, et des conséquences des activités de la Cour, y compris pour ce pays.

La situation au Soudan illustre parfaitement le postulat occidental erroné selon lequel il ne peut y avoir de paix sans justice. Il est bien sûr question ici de justice à la sauce CPI. Les situations au Darfour et en Libye renvoyées par le Conseil à la CPI sont similaires. Dans les deux cas, la CPI a rempli, bien qu'à des rythmes différents, sa principale et unique fonction, à savoir servir de bélier pour détruire le statut d'État des pays en développement qui sont tombés en disgrâce.

La CPI est un complice direct des crimes de l'Occident collectif. Elle est tout aussi enthousiaste à l'idée de monter de toutes pièces des dossiers contre ceux qui ont été désignés comme étant « les méchants », ferme les yeux sur les atrocités commises par des personnages encore plus méchants qui sont fidèles à l'Occident et, bien entendu, elle balaie sous le tapis les nombreux crimes perpétrés par ses maîtres.

La justice de la CPI est devenue synonyme d'impunité pour les architectes et les principaux bénéficiaires du chaos dévorant qui suit l'effondrement d'un État. Le prix sanglant des différentes « révolutions de couleur » orchestrées par les pays occidentaux se mesure toujours en centaines de milliers de vies civiles perdues et brisées. Le sang de ces victimes pèse en partie sur la conscience des fonctionnaires de la CPI.

Nous assistons par exemple actuellement à un nouveau conflit au Soudan. La souffrance de la population civile est nettement plus importante que pendant ce qu'on a appelé les violences électorales survenues en 2005, et pourtant la CPI continue d'adopter une position attentiste. Pourquoi ? Parce que ses « parrains occidentaux »

n'ont pas encore choisi qui ils allaient soutenir dans le conflit qui se déroule dans le pays. Mais dès que M. Khan interviendra au Soudan, nous saurons qu'ils ont établi leurs priorités.

Nous devons nous poser la question suivante : était-il judicieux de dépenser des millions pour les activités de la CPI au Darfour ? Peut-être aurait-il été plus judicieux d'aider plus efficacement le Soudan à renforcer ses institutions étatiques. Peut-être la justice devrait-elle être entre les mains de la population du pays, et non de forces étrangères. L'expérience a montré que si tel avait été le cas, le processus aurait été plus efficace et n'aurait certainement pas été accompagné d'un effondrement de l'État.

La grande question à se poser dans ce contexte est de savoir qui a véritablement besoin de la CPI, et pourquoi. Cette question se pose également dans un contexte qui ne se limite pas au Soudan. La Cour a été conçue comme un organe de justice international et universel, mais dès le début, quelque chose a mal tourné dans la mise en œuvre pratique de cet idéal. Les pays occidentaux ont immédiatement commencé à se servir de la Cour comme d'un instrument pour imposer leur volonté dans le cadre du fameux « ordre fondé sur des règles ». Ils ont d'abord procédé avec prudence, en veillant à ne pas effrayer leurs alliés potentiels. Pendant les premières années, la CPI s'est strictement limitée à des enquêtes sur des acteurs non étatiques. Toutefois, dès que l'Occident a constaté qu'un nombre suffisant de pays étaient liés par le Statut de Rome, la CPI a commencé à mener des actions plus déterminées dans le cadre de ses attributions directes, devenant un instrument de lutte contre ceux qui se mettaient en travers du chemin de la puissance hégémonique et de ses satellites. Son attention s'est alors immédiatement portée sur les chefs d'État, et notamment sur les chefs d'État africains, anciens et même actuels.

Il est à noter que la majorité absolue des affaires dont est saisie la CPI concernent l'Afrique, alors que les atrocités les plus massives et les plus sanglantes de l'histoire moderne ont été commises par des pays occidentaux, qui se sont imposés par leur agressivité non seulement dans des pays, mais aussi dans des régions entières. Au cours de son existence, la CPI a engagé des poursuites contre 52 personnes, dont 47 Africains. Aucun ressortissant occidental ne figure sur cette liste. Il faut donc en tirer la conclusion évidente que la CPI n'est qu'un instrument destiné à punir ceux qui dérangent l'Occident.

Nous devons reconnaître en toute honnêteté que le projet ambitieux d'une cour internationale véritablement universelle et impartiale a échoué. Nous recommandons aux

États qui aspirent réellement à rétablir la justice, à faire en sorte que les crimes soient inévitablement punis et à parvenir à la réconciliation nationale d'envisager de renforcer leurs systèmes judiciaires nationaux et de cesser de s'impliquer dans cette entité politisée qui n'a rien à voir avec la justice.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : J'ai écouté attentivement l'exposé du Procureur Karim Khan et je souhaite la bienvenue au Représentant permanent du Soudan à la présente séance.

La position de la Chine concernant la Cour pénale internationale (CPI) n'a pas changé. Les affaires dont la Cour est actuellement saisie concernant le Soudan ont été renvoyées à la CPI en 2005. Nous espérons que, dans ses travaux, la Cour continuera de se conformer strictement au principe de complémentarité prévu dans le Statut de Rome, de respecter pleinement la souveraineté judiciaire et les opinions légitimes du pays concerné et d'éviter la politisation et le deux poids, deux mesures.

Certains collègues ont évoqué la situation actuelle au Soudan et je souhaite exposer brièvement la position de la Chine. Le conflit armé au Soudan dure depuis trois mois. Bien que les deux parties au conflit aient conclu de multiples cessez-le-feu temporaires, les combats n'ont jamais cessé. Aucune partie ne peut se réjouir de la tragédie humanitaire qui s'est déroulée récemment dans la région d'Omdurman. La Chine espère que toutes les parties au Soudan donneront la priorité à la paix du pays et au bien-être de sa population, régleront leurs différends par le dialogue et la négociation, cesseront les hostilités et mettront fin aux combats dans les plus brefs délais, afin d'éviter une crise humanitaire plus grave.

La Chine appuie les efforts déployés par les organisations régionales et les pays concernés pour promouvoir les pourparlers de paix. Nous notons que l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement ont organisé plusieurs réunions sur la question du Soudan afin de proposer des solutions. L'Égypte vient également d'accueillir un sommet réunissant les pays voisins du Soudan. La Chine compte sur l'ONU et les partenaires internationaux pour appuyer les efforts des organisations régionales et coopérer avec elles. Nous encourageons les organisations régionales à renforcer la coordination avec toutes les parties au Soudan et à créer des synergies afin de promouvoir une désescalade rapide de la situation et d'éviter des effets de débordement plus importants.

La situation humanitaire au Darfour s'est récemment détériorée. La question du Darfour remonte à fort longtemps et fait intervenir des facteurs d'une grande complexité tels que les affrontements intercommunautaires, les rivalités autour des ressources et les ingérences

extérieures. Le conflit au Soudan a encore fragilisé la situation au Darfour. La Chine estime que la tâche la plus urgente à ce stade est d'exhorter toutes les parties à respecter et à mettre en œuvre l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan et à soutenir les autorités soudanaises pour leur permettre de s'acquitter de la responsabilité de protéger les civils qui leur incombe au premier chef. La Chine appelle toutes les parties à respecter les obligations que leur fait le droit international humanitaire, à s'acquitter de leur responsabilité de protéger les civils, à mettre un terme à la violence et à garantir un accès sans entrave à l'aide humanitaire.

M. França Danese (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence britannique du Conseil de sécurité, ainsi que le Japon et la Suisse en tant que points focaux, d'avoir facilité la tenue de la présente séance d'information périodique, qui est un outil fondamental pour permettre à la communauté internationale de rester informée de la suite donnée à son renvoi à la Cour pénale internationale (CPI) des violations graves perpétrées au Darfour. Je salue également la participation du Représentant permanent du Soudan à la présente séance.

Je remercie aussi le Procureur Karim Khan pour son trente-septième rapport au Conseil de sécurité en application de la résolution 1593 (2005). Cette résolution est un instrument important dans l'histoire de la justice pénale internationale, car c'était la première fois que le Conseil de sécurité faisait usage du pouvoir de déférer une situation à la Cour, même si la résolution permettait un exercice discriminant de la compétence de la CPI.

D'après ce trente-septième rapport, les perspectives des enquêtes sur les crimes commis au Darfour et des poursuites contre leurs auteurs se sont assombries. Les progrès semblent être au point mort en ce qui concerne des aspects importants de la feuille de route proposée par le Procureur pour le suivi du renvoi à la Cour. Le conflit au Soudan a pesé sur la capacité du Bureau du Procureur de mener des enquêtes et des activités de sensibilisation au Darfour. Il a également nui à la capacité des autorités soudanaises de répondre aux demandes d'assistance.

Pour que le Bureau du Procureur puisse poursuivre son travail, les conditions de sécurité nécessaires doivent être mises en place. Nous appelons donc une nouvelle fois à la cessation immédiate des hostilités actuelles. Pour pallier ces difficultés, un certain nombre de mesures doivent être prises dès que la situation le permettra.

Premièrement, la coopération entre le Bureau du Procureur et les autorités nationales est fondamentale.

Malgré la crise actuelle, qui limite la capacité des autorités de répondre à la CPI, il est crucial qu'elles renforcent leur coopération avec le Bureau du Procureur.

Deuxièmement, la complémentarité est un principe central du Statut de Rome et le fondement d'une justice internationale efficace à long terme. Sans des institutions nationales fortes capables de rendre justice aux populations locales et de les protéger contre d'autres préjudices, le risque de retour à l'instabilité, au conflit et à la perpétration de crimes graves sera toujours plus important. C'est pourquoi la responsabilité de rendre la justice incombe et doit continuer d'incomber au premier chef aux États, sans préjudice du rôle complémentaire que la CPI doit jouer lorsque les États ne peuvent ou ne veulent pas s'en acquitter. À cet égard, la communauté internationale doit être prête à aider le Soudan à améliorer l'aptitude de ses institutions nationales à enquêter sur les violations graves du droit international et à en punir les auteurs.

Troisièmement, le Bureau du Procureur a besoin d'aide pour surmonter les problèmes dus aux lacunes concernant les ressources internes qu'il lui faut pour accomplir son travail. À cet égard, je réaffirme la position du Brésil sur la nécessité que les dépenses résultant de la saisine de la Cour par le Conseil de sécurité soient à la charge non seulement des États parties au Statut de Rome mais également de l'ONU.

Nous avons été satisfaits d'apprendre que, dans le premier procès tenu après l'adoption de la résolution 1593 (2005), l'accusation a été en mesure de présenter ses moyens contre M. Abd-Al-Rahman. Les audiences devant la Cour ont mis en lumière la souffrance des personnes qui ont perdu leur famille. Le Brésil félicite le Bureau du Procureur de continuer à collaborer avec des États tiers et des organisations régionales pour soutenir ses enquêtes et ses poursuites. Nous le félicitons également des mesures qu'il a prises afin de poursuivre ses échanges avec la société civile et les représentants des communautés touchées dans la région du Darfour, malgré les obstacles qui empêchent de communiquer directement avec eux sur leur territoire.

Le Soudan connaît de graves difficultés économiques depuis quelques mois. Les combats qui ont éclaté en avril ont aggravé une situation déjà désastreuse. La moitié de la population a besoin d'une aide humanitaire d'urgence, et beaucoup fuient leur foyer et cherchent refuge dans les pays voisins. Nous exhortons toutes les parties prenantes à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme qui consistent à protéger les civils et à permettre l'action humanitaire. Nous saluons tous les

efforts de médiation déployés par les organisations internationales et d'autres partenaires en vue de mettre fin à la crise actuelle. Nous rappelons également que l'Accord de paix de Djouba, conclu en 2020, reste contraignant pour tous ses signataires. Le respect de ses termes sera crucial pour apporter une paix durable au peuple soudanais.

Le Brésil est un membre fondateur de la CPI, et il est profondément attaché au droit international et à la justice internationale. En tant que juridiction conventionnelle permanente, la CPI est une avancée majeure dans la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves au regard du droit international. Il est important de veiller à ce qu'elle conduise toutes ses enquêtes avec un zèle égal et avec le soutien de la communauté internationale.

M. Camilleri (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie moi aussi le Procureur Khan de son exposé, et je lui suis reconnaissant, ainsi qu'à son équipe, de tous les efforts qu'ils déploient avec détermination dans leur quête de justice. Par ailleurs, nous souhaitons la bienvenue à la présente séance au Représentant permanent du Soudan.

L'application du principe de responsabilité demeure essentielle pour rompre le cycle de violence qui s'est abattu sur le Soudan et a déjà détruit bien des vies et déplacé beaucoup de personnes, en particulier parmi les plus vulnérables. Malheureusement, notre discussion d'aujourd'hui montre à quoi peut mener le mépris des obligations internationales quand il ne se heurte pas à une justice véritable et que les crimes graves qui en découlent demeurent impunis. Il est crucial de garantir la justice au peuple soudanais. Cela vaut pour toutes les atrocités commises, y compris celles qui sont le résultat de l'escalade de la violence dans les hostilités en cours. À cet égard, nous exprimons notre soutien à l'action du Procureur, notamment l'ouverture d'enquêtes sur des incidents survenus au Darfour dans le contexte de ces hostilités. Il faut impérativement, cette fois, que les victimes et le peuple soudanais fassent vraiment l'expérience concrète de la loi. Malte déplore tous les crimes sexuels et fondés sur le genre, y compris les campagnes de viols en masse, et la violence contre les enfants. Toutes les allégations doivent donner lieu à des enquêtes, et les victimes d'atrocités doivent obtenir la justice qui leur revient de droit.

Nous saluons les efforts déployés par le Procureur pour maintenir le cap sur les éléments essentiels de la nouvelle stratégie pour la situation au Darfour, telle qu'elle a été présentée dans les grandes lignes lors de précédents exposés. Il est indispensable que les enquêtes et les poursuites continuent sans rencontrer d'obstacle. À ce sujet, nous nous félicitons de l'achèvement de la

présentation des moyens de l'accusation dans le procès d'Ali Kushayb et de tout ce qui a été fait pour que le procès ne soit pas trop retardé à cause de la situation actuelle. Nous rendons hommage aux témoins, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible, pour leur profond courage et leur détermination. Nous nous félicitons également des progrès accomplis dans d'autres domaines clefs, tels que l'accès aux informations et aux pistes pertinentes pour les enquêtes. Nous accueillons avec satisfaction le lancement d'un appel sur Internet visant à collecter des informations et le concours apporté par des États tiers et d'autres organisations à cet égard. La poursuite des efforts pour faire participer les victimes, les témoins et les communautés est extrêmement importante, notamment l'organisation d'une table ronde avec les organisations de la société civile sur la persécution fondée sur le genre, avec des invitations adressées aux organisations de la société civile de la région du Darfour.

Tandis que nous félicitons les États qui coopèrent avec la Cour, nous déplorons que les autorités soudanaises ne respectent pas les obligations qui leur incombent en vertu de la résolution 1593 (2005). Nous insistons sur le fait que la coopération est primordiale pour les enquêtes concernant toutes les affaires et pour répondre aux aspirations légitimes des personnes rescapées. Nous sommes préoccupés que les suspects Omar Al-Bashir, Abdel Raheem Muhammad Hussein et Ahmed Harun aient été libérés de la prison de Kober à Khartoum. Il est essentiel de poursuivre les activités d'enquête pour consolider la base de preuves.

Malte s'inquiète de constater, je le répète, que la flambée de violence ethnique au Darfour présente une ressemblance terrifiante avec la souffrance des civils d'il y a 20 ans. La situation qui règne à Geneina, d'après ce que le Procureur en dit dans son rapport, est infiniment préoccupante. Nous déplorons les meurtres ciblés à motivation ethnique, la violence sexuelle, la pratique généralisée consistant à incendier les habitations et les déplacements de masse. Nous exhortons toutes les parties à cesser les violations contre les civils et à se conformer au droit international humanitaire. Malte soutient les efforts de médiation, y compris les initiatives régionales, étayés par des messages forts et unis du Conseil de sécurité.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé aux parties pour qu'elles cessent les hostilités sans condition et ramènent le Soudan sur la voie de sa transition politique. Notre objectif commun est d'obtenir une paix durable et pérenne au Soudan, qui nous échappe malheureusement à cause de la montée de la violence. Une paix durable ne

peut être instaurée qu'en tenant compte des griefs et en rendant justice aux victimes d'atrocités et aux personnes rescapées. Le Bureau du Procureur et la Cour pénale internationale peuvent compter sur l'appui indéfectible de Malte dans tous leurs efforts de lutte contre l'impunité.

M^{me} Onanga (Gabon) : Je vous remercie vivement, Monsieur le Président, pour l'organisation de la présente séance sur le trente-septième rapport du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), conformément à la résolution 1593 (2005) du Conseil de sécurité. Je remercie également le Procureur Khan pour sa contribution dans le cadre de la promotion de la justice pénale internationale pour les violations graves du droit international humanitaire commises au Soudan. Je salue la présence parmi nous du représentant du Soudan, à qui je souhaite la bienvenue, ainsi qu'à sa délégation.

L'examen de la question qui nous occupe aujourd'hui a lieu au moment où les hostilités au Soudan continuent de faire rage, suscitant des déplacements de population massifs, malgré les efforts politiques et diplomatiques soutenus par l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, et la facilitation américano-saoudienne dans le cadre du processus de Djedda. Ce contexte de crise politique et humanitaire, entachée de violences graves à l'encontre des femmes et des enfants, n'a pas permis au Bureau du Procureur de se rendre au Soudan afin de rencontrer les autorités du pays et de mener les enquêtes judiciaires et les activités d'établissement des faits mandatées par le Conseil de sécurité. En effet, dans un contexte d'insécurité, le dispositif d'enquête a la responsabilité d'apprécier si les équipes, avec les moyens dont elles disposent, sont en mesure d'accomplir les missions fixées conformément au calendrier établi, afin de mettre la vérité sur les faits et de faire triompher la justice.

Dans ce contexte particulièrement difficile, il faut se féliciter que la toute première affaire instruite par la Cour, celle concernant Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, ait abouti, ce qui représente une étape importante dans le processus d'investigation des crimes et dans les efforts visant à rendre justice aux victimes et aux survivants. Pour mener à bien cette vaste entreprise, il importe de tout mettre en œuvre pour que la guerre au Soudan prenne fin. Nous appelons de tous nos vœux le redoublement des efforts politiques et diplomatiques pour restaurer la paix et la stabilité dans ce pays meurtri par de nombreuses années de guerre.

Nous nous félicitons également de l'attention particulière que le Procureur continue d'accorder à la société

civile et aux communautés affectées par le conflit au Darfour, et nous encourageons le Procureur à poursuivre ses efforts visant à renforcer l'efficacité et la performance de ses services. Cependant, il demeure que l'efficacité de toutes ces mesures reste tributaire de l'amélioration de la situation politique et sécuritaire au Soudan. À cet égard, nous voulons souligner que le retour à la paix est une condition absolument indispensable afin que les autorités soudanaises puissent honorer les engagements pris dans le cadre du mémorandum d'accord du 12 août 2021 et qui établit les modalités d'une coopération sans faille entre le Soudan et le Bureau du Procureur. Dès que les conditions idoines le permettront, nous espérons que les autorités répondront favorablement sans plus de délai à la désignation des points focaux, qui sont des maillons indispensables pour la poursuite d'une coopération fructueuse.

J'aimerais en outre souligner l'importance du renforcement des capacités de l'appareil judiciaire soudanais. Il est en effet indispensable de rendre ces tribunaux et les autres mécanismes pertinents et plus effectifs afin de réaffirmer la volonté de mettre un terme à l'impunité, en vue de mettre fin au cycle infernal de la violence et des violations massives des droits humains, comme ceux ayant actuellement cours à travers le pays. Répondre avec diligence aux demandes officielles d'assistance y contribuerait de manière significative.

Pour conclure, le Gabon tient à réaffirmer son appui total aux efforts du Procureur et de son bureau, et encourage les autorités soudanaises à coopérer pleinement avec le Bureau du Procureur. Ce partenariat demeure vital pour la mise en œuvre effective de la résolution 1593 (2005).

M^{me} Shaheen (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier M. Karim Khan, Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), de son exposé, et je salue la participation du représentant du Soudan à la présente séance.

Nous sommes préoccupés par les événements auxquels nous assistons au Soudan, où les combats s'intensifient et font des victimes parmi la population civile, notamment dans la région du Darfour, signe des conditions de sécurité précaires causées par la poursuite des affrontements dans le pays. Nous condamnons fermement ces actes criminels, ainsi que les incendies de maisons, d'installations publiques et d'hôpitaux, qui ont entraîné l'effondrement total des services médicaux et l'afflux de centaines de familles dans les pays voisins. Nous sommes également préoccupés par les répercussions négatives de la situation de sécurité sur les efforts humanitaires en cours dans le pays. Cela exige de poursuivre les initiatives

de cessez-le-feu et de redoubler d'efforts en vue de trouver une solution politique urgente à la crise. C'est pourquoi les Émirats arabes unis appellent toutes les parties à écouter la voix de la sagesse et de la raison, à cesser immédiatement les combats et à respecter ce qui a été convenu à Djedda. Nous soulignons en outre qu'il importe de respecter le droit international humanitaire et de faciliter la fourniture d'une aide humanitaire pour répondre aux besoins croissants de la population soudanaise. Dans ce contexte, les Émirats arabes unis ont fourni un soutien humanitaire et médical pour atténuer la situation humanitaire désastreuse causée par l'afflux de réfugiés soudanais au Tchad à la suite des combats.

L'action diplomatique demeure essentielle en cette période critique, et nous soulignons l'importance de coordonner les efforts internationaux et régionaux afin d'en garantir l'efficacité. Nous souhaitons rappeler aux membres la déclaration à la presse que le Conseil de sécurité a publiée le mois dernier (SC/15305), appelant l'attention des parties sur le fait que l'Accord de paix de Djouba restait contraignant pour tous les signataires et qu'il devait être pleinement mis en œuvre. Cela vaut tout particulièrement pour les dispositions relatives au cessez-le-feu permanent au Darfour, qui requièrent également l'appui nécessaire de la communauté internationale.

Pour terminer, nous prenons acte de la déclaration et du rapport du Procureur, notamment en ce qui concerne le mandat conféré à son bureau par la résolution 1593 (2005). À cet égard, les Émirats arabes unis réaffirment leur position selon laquelle le principe de complémentarité inscrit dans le Statut de la Cour doit guider le travail de la CPI et de son procureur. Il conviendra de continuer à poursuivre les objectifs de complémentarité dès que les conditions seront réunies pour discuter de la manière de concrétiser cette complémentarité.

M^{me} Dime Labille (France) : Je remercie le Procureur Karim Khan pour la présentation de son trente-septième rapport conformément à la résolution 1593 (2005) sur le Soudan. Nous saluons sa volonté de renouveler la stratégie du Bureau du Procureur au vu de l'évolution du contexte au Soudan, et de se rendre sur place dès que la situation le permettra.

La France exprime sa préoccupation face à la situation sécuritaire au Soudan. Nous condamnons la poursuite des combats. Nous exhortons toutes les parties à cesser les combats et à respecter leurs obligations au titre du droit international humanitaire, y compris en protégeant les civils et en garantissant l'accès humanitaire à l'ensemble du territoire. Ces affrontements marquent un recul

dramatique dans la transition vers un gouvernement civil voulue par les Soudanais. La France réaffirme sa solidarité avec le peuple soudanais, première victime de ce conflit. Les violences au Darfour sont inquiétantes, par leur ampleur et par leur dimension communautaire. La Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan a souligné que les violences ethniques qui se sont produites ces dernières années au Darfour pourraient être constitutives de crimes contre l'humanité, si elles étaient avérées. À cet égard, les informations communiquées ce jour par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur la découverte de fosses communes sont plus que préoccupantes. Nous prenons acte de la volonté du Procureur, tel qu'il l'a dit dans sa déclaration, de connaître de ces faits. La construction d'une paix durable et inclusive dans la région ne sera possible en état de cause sans justice. Dans ce contexte, l'ouverture d'une enquête par la Cour pénale internationale (CPI) sur la situation au Darfour, à la demande du Conseil de sécurité dans la résolution 1593 (2005) précitée, est essentielle, y compris s'agissant des crimes commis dans le cadre du conflit en cours. La France invite le Bureau du Procureur à poursuivre ses efforts d'enquête et de vigilance s'agissant des crimes commis dans ce nouveau contexte.

Les événements au Soudan ont des conséquences préoccupantes sur la conduite des enquêtes de la Cour. Nous appelons les autorités soudanaises à coopérer avec le Bureau du Procureur et à honorer leurs obligations au titre de la résolution 1593 (2005), de l'Accord de paix de Djouba et des mémorandums conclus avec le Bureau du Procureur. Alors que la situation d'Omar Al-Bashir, d'Abdel Raheem Muhammad Hussein et d'Ahmed Harun est incertaine depuis le début des affrontements à Khartoum, nous invitons le Soudan à répondre à la demande formelle de la Cour visant à préciser leur localisation. Nous exhortons une nouvelle fois M. Abdallah Banda Abakaer Nourain à se rendre immédiatement à la Cour afin qu'il puisse y être jugé.

La France se félicite de la poursuite du procès dans l'affaire Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, plus connu sous le nom d'Ali Kushayb. Nous saluons l'important travail accompli par le Bureau du Procureur et la Cour dans son ensemble dans le traitement de ce dossier. Nous rappelons qu'il est essentiel que les témoins de cette affaire puissent intervenir sans risque de représailles et sans entrave. Nous saluons également la coopération entre le Bureau du Procureur et les États tiers, ainsi qu'avec les organisations internationales. Nous encourageons les pays de la région à poursuivre leur coopération avec la CPI, en particulier pour veiller à ce que la Cour puisse

recueillir les témoignages des réfugiés soudanais. Alors que le Procureur mène un travail d'enquête indispensable sur toutes les exactions relevant de sa compétence, y compris au Darfour, en Libye, au Sahel ou en Ukraine, nous réaffirmons le soutien de la France à la Cour pénale internationale, seule juridiction pénale internationale permanente à vocation universelle. Les victimes, les familles de victimes ou les rescapés des atrocités savent que nous avons besoin de la Cour pénale internationale et qu'elle est une juridiction indispensable.

Pour conclure, qu'il me soit permis de réaffirmer qu'un retour durable à la paix au Soudan ne pourra se faire sans une association de l'ensemble des acteurs soudanais. La France appelle à associer dans les meilleurs délais les forces politiques et la société civile soudanaises aux discussions, pour parvenir à un cessez-le-feu durable et à une résolution politique de la crise. Nous réaffirmons notre soutien aux efforts des États de la région, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et de l'Union africaine, ainsi qu'à l'action de l'ONU.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je salue la présence du Procureur de la Cour pénale internationale, ainsi que le travail remarquable accompli par son bureau dans la mise en œuvre et la bonne application du droit pénal international. Par ailleurs, je salue la participation à notre séance du Représentant permanent du Soudan.

Lors de la présentation de son dernier exposé sur cette situation (voir S/PV.9249), le Procureur a déclaré qu'il espérait, à la prochaine séance du Conseil de sécurité, pouvoir faire état de progrès tangibles dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie d'enquête et de poursuites. Malheureusement, le déclenchement des hostilités en avril, qui a provoqué une grave crise humanitaire, et fait des centaines de morts et de blessés et plus de 2,8 millions de déplacés, a entravé la réalisation de cet objectif. Dans ce contexte, ma délégation souhaite mettre l'accent sur trois aspects du rapport du Procureur.

Premièrement, l'Équateur est particulièrement préoccupé par les signalements de violences sexuelles et fondées sur le genre, et d'autres agressions contre des enfants. En vertu de la résolution 1593 (2005), la Cour pénale internationale est compétente pour mener des enquêtes et des poursuites concernant les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui seraient commis dans le conflit en cours. Par conséquent, nous nous félicitons que le Bureau du Procureur ait entamé des enquêtes sur les signalements d'exécutions extrajudiciaires, d'incendies de maisons et de pillages à Geneina et dans d'autres régions du Darfour. Comme l'a déclaré la Conseillère spéciale

pour la prévention du génocide dans un communiqué de presse sur la situation au Soudan, lorsque les auteurs d'atrocités passées ne répondent pas de leurs actes, nous sommes condamnés à voir l'histoire se répéter.

Deuxièmement, nous demandons instamment aux autorités de respecter leurs obligations juridiques internationales et de coopérer avec la Cour afin de créer les conditions qui permettent à ses agents de se déplacer sur le territoire du Soudan et d'avoir un accès direct aux éléments de preuve et aux témoins. De plus, nous encourageons le Bureau du Procureur à continuer de renforcer sa coopération avec les États tiers et les organisations internationales.

Troisièmement, en ce qui concerne le procès de M. Abd-Al-Rahman, dans lequel le Procureur a achevé la présentation des moyens, nous espérons que les procédures ne seront pas affectées par le conflit en cours, car il s'agit d'une occasion historique et longtemps attendue de rendre justice aux victimes du Darfour. Nous demandons instamment aux autorités soudanaises de répondre à la demande d'informations du Procureur concernant la localisation de M. Al-Bashir, M. Hussein et M. Harun, qui auraient été libérés de la prison de Kober à Khartoum, et de prendre des mesures concrètes pour localiser M. Abdallah Banda Abakaer Nourain, actuellement en fuite. Nous demandons également au Gouvernement soudanais de garantir la protection des victimes et des témoins.

Les violences dont nous sommes témoins au Soudan nous rappellent qu'il est important de briser le cycle de l'impunité. C'est pourquoi l'Équateur réaffirme son appui à la Cour pénale internationale, dont les travaux, menés dans le respect du principe de complémentarité, contribueront à l'instauration d'une paix durable au Soudan. Nous maintenons cet appui malgré le fait que certains gouvernements considèrent parfois d'un mauvais œil le travail de la Cour et du Bureau du Procureur.

M. Stastoli (Albanie) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie le Procureur Khan de son exposé instructif, qui donne à réfléchir, et de son solide attachement à la lutte contre l'impunité pour les violations graves des droits humains.

Malgré toutes les difficultés rencontrées, les progrès accomplis dans la quête de justice au Soudan sont encourageants. L'achèvement de la présentation des moyens dans le procès d'Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman est une étape longtemps attendue sur le chemin qui mène à la justice. Il s'agit d'un des procès les plus efficaces de l'histoire de la Cour pénale internationale (CPI), et nous nous

félicitons tout particulièrement que les victimes y participent. Nous saluons la décision de la Cour d'entendre en personne les femmes et les filles qui ont subi des violences sexuelles au Darfour, afin de leur permettre de s'exprimer et de lutter contre leur stigmatisation et leurs souffrances. De plus, nous saluons le lancement de la campagne publique visant à obtenir des informations et demandons aux personnes de bonne volonté et aux personnes lésées de saisir cette occasion et de communiquer au Bureau du Procureur des informations et éléments de preuve sur les atrocités criminelles présumées commises depuis 2003.

Toutefois, nous sommes préoccupés par les crimes odieux qui ont été commis à la suite du conflit qui a éclaté récemment au Soudan. Il s'agit notamment de viols et de violences à grande échelle contre des femmes et des enfants, d'exécutions extrajudiciaires et d'attaques délibérées contre des civils et des infrastructures civiles. Nous appuyons pleinement la décision du Procureur d'étendre les enquêtes aux hostilités en cours. Nous sommes préoccupés par la libération d'Omar Al-Bashir, d'Abdel Raheem Muhammed Hussein et d'Ahmad Harun, qui étaient détenus jusqu'au début des combats à Khartoum le 15 avril, et nous demandons que les autorités soudanaises les livrent à la CPI pour qu'ils soient traduits en justice. Nous déplorons le manque de coopération des autorités soudanaises avec le Bureau du Procureur, et le fait qu'elles n'ont pas honoré l'engagement qu'elles avaient pris dans cette salle en janvier (voir S/PV.9249) d'aider le Procureur dans la quête de justice pour les crimes commis au Darfour. Nous demandons à toutes les autorités soudanaises de faire preuve de bonne volonté et de coopérer de bonne foi avec le Bureau du Procureur pour faire juger les crimes passés et présents commis dans le pays. On ne mettra pas fin à la violence et aux souffrances au Soudan si nous ne mettons pas un terme à l'impunité et ne traduisons pas tous les auteurs en justice.

Pour conclure, je tiens à réaffirmer notre soutien indéfectible à la CPI dans sa quête de justice et d'application du principe de responsabilité pour toutes les atrocités, où qu'elles soient commises. Nous nous félicitons de l'élargissement à d'autres États des partenariats d'appui à la Cour et demandons à tous les États de coopérer de bonne foi avec elle pour faire avancer la paix et la justice dans le monde.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique remercie M. Karim Khan, Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), de ses informations actualisées. Nous saluons la participation du Représentant permanent du Soudan à la séance d'aujourd'hui.

Le Mozambique attache une grande importance aux informations qui viennent d'être communiquées par le Procureur concernant les activités menées par la Cour en République du Soudan, en application de la résolution 1593 (2005).

Nous constatons que malgré les efforts déployés par le Gouvernement de la République du Soudan avant le début des hostilités en avril, des informations récentes font état d'une recrudescence de la violence à l'encontre des groupes les plus vulnérables de la population, en particulier les femmes et les enfants. La situation est aggravée par la crise politique, militaire et humanitaire qui sévit actuellement dans le pays. Nous estimons que le règlement du conflit au Soudan et au Darfour repose sur un ensemble de mesures judiciaires et non judiciaires. Selon nous, cette approche contribuera à renforcer l'application du principe de responsabilité et à poser les jalons d'un véritable processus de réconciliation nationale au Soudan. À cet égard, nous tenons à souligner les aspects suivants.

Premièrement, il est essentiel de lutter contre l'injustice pour ouvrir la voie à la réconciliation et à une paix durable. L'Accord de Djouba pour la paix au Soudan et le Plan national de protection des civils au Darfour réaffirment le caractère central de la justice, de l'application du principe de responsabilité et de la protection des droits humains dans le cadre du processus de paix au Soudan. Dans l'esprit du principe de complémentarité consacré par le Statut de Rome, nous reconnaissons le rôle crucial que joue la CPI dans la lutte contre l'impunité pour les violations massives et systématiques des droits humains par le biais de ses efforts pour promouvoir l'état de droit.

Deuxièmement, la situation au Soudan reste très préoccupante. En dépit de multiples cessez-le-feu, la violence continue de se propager, faisant des victimes civiles, en particulier à Khartoum, au Darfour et dans les États du Nil-Bleu et du Kordofan. Nous condamnons une fois de plus fermement les attaques contre les civils et leurs biens privés. Les violations des droits humains et atteintes à ces droits, y compris la violence sexuelle contre les filles et les femmes, sont tout aussi inacceptables, et nous condamnons ces crimes odieux. Nous appelons les parties à respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme en toutes circonstances. À cet égard, nous saluons l'engagement pris par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) de travailler en étroite collaboration avec la communauté internationale pour mettre en place un solide mécanisme de surveillance et de responsabilité afin de traduire en justice les auteurs de ces atteintes et de

ces crimes. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les violations répétées de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, qui se manifestent par des attaques contre des missions et des locaux diplomatiques et le pillage de ces lieux. Nous exigeons que l'inviolabilité de ces lieux soit respectée et qu'ils soient protégés.

Enfin, dans la quête de justice pour le peuple soudanais, les institutions judiciaires nationales et régionales doivent jouer un rôle important, de même que les mécanismes de réconciliation tels que les dispositions relatives à la justice transitionnelle de l'Accord de paix de Djouba et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Nous encourageons donc le Bureau du Procureur à maintenir un dialogue constructif sur ce processus avec les autorités soudanaises et les autres parties prenantes, y compris l'IGAD et l'Union africaine. Pour défendre l'intérêt supérieur du peuple soudanais, nous devons concentrer nos efforts sur la cessation des hostilités, l'instauration de la paix et l'élimination des causes profondes du conflit au Soudan.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Royaume-Uni.

Je remercie le Procureur Karim Khan de son trente-septième rapport sur la situation au Darfour et de l'exposé qu'il a présenté aujourd'hui. Je salue l'engagement indéfectible de la Cour pénale internationale (CPI) à rendre justice à la population du Darfour. Je reconnais également la participation du représentant du Soudan à la présente séance.

Le Royaume-Uni salue les progrès accomplis dans le cadre du procès de M. Abd al-Rahman. Cela témoigne du courage et de la patience des victimes, qui ont accepté de raconter leurs histoires 20 ans plus tard. Nous demandons instamment à toutes les parties de contribuer à maintenir la dynamique du procès. Nous regrettons cependant qu'entre le coup d'État d'octobre 2021 et le début du conflit en avril 2023, les autorités soudanaises n'aient pratiquement pas coopéré avec la CPI. Nous partageons la préoccupation du Procureur quant aux conséquences que le conflit actuel pourrait avoir sur les enquêtes en cours, y compris, semble-t-il, la libération de personnes soupçonnées par la CPI. Nous sommes également profondément alarmés par les informations de ce jour faisant état de la poursuite de la violence et de la présence de charniers à l'extérieur de la capitale du Darfour occidental. Le Royaume-Uni partage l'avis du Procureur selon lequel le conflit actuel est en partie lié au fait que les acteurs qui détiennent le pouvoir au Soudan ne garantissent pas la justice et l'application du principe de responsabilité. Le mépris de leurs obligations internationales et l'absence

d'une justice digne de ce nom pour les crimes commis par le passé ont contribué à semer les graines de ce dernier cycle de violence et de souffrance.

Toutes les parties sont responsables des crimes qu'elles commettent. Nous rappelons aux Forces armées soudanaises et aux Forces d'appui rapide que le mandat de la CPI au Darfour n'est pas limité dans le temps. Nous saluons la décision prise par le Procureur d'ouvrir des enquêtes sur les infractions commises dans le cadre du conflit actuel, y compris, en particulier, les assassinats à caractère ethnique et les violences sexuelles. Pour terminer, le Royaume-Uni tient à réaffirmer son appui à la Cour dans son travail pour rendre justice à la population du Darfour. Nous insistons parallèlement sur l'appel du Conseil à la cessation immédiate des hostilités actuelles.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Soudan.

M. Mohamed (Soudan) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois et à remercier M. Karim Khan, Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), de l'exposé et du rapport détaillés qu'il a présentés au Conseil de sécurité aujourd'hui. Nous le remercions également de l'action qu'il mène, de sa coopération active et de son engagement à garantir l'administration de la justice pénale afin que les victimes et les personnes rescapées au Darfour obtiennent réparation.

Il existe une base juridique pour la coopération entre le Gouvernement soudanais et la CPI, et cette base doit être clarifiée. Comme chacun le sait, le Soudan n'a pas encore ratifié le Statut de Rome de la CPI. Toutefois, à la suite de la révolution de décembre 2018, et plus précisément en 2021, le Gouvernement de transition s'est montré compréhensif et a commencé à coopérer avec la Cour et à coordonner ses efforts avec elle. Le Soudan a reçu une délégation de la CPI en décembre 2021. À ce stade, la coopération avec la Cour a été confirmée dans l'attente de la ratification du Statut, et le Soudan a pris des mesures de facilitation, notamment en acceptant l'obligation de protéger les témoins. En réponse, la délégation de la CPI a félicité le Gouvernement soudanais de sa coopération. C'est dans ce contexte que l'ancienne Procureure Fatou Bensouda s'est rendue au Soudan, en particulier dans les camps de réfugiés et de déplacés du Darfour.

Le mémorandum d'accord a été signé en tenant compte du paragraphe a) de l'article 86 du Statut de Rome relatif aux États non parties au Statut, en vue de fournir

l'assistance prévue au chapitre IX, qui exige une coopération avec la CPI et le Procureur en ce qui concerne les enquêtes de la CPI au Soudan et l'extradition et le transfert des suspects faisant l'objet d'un mandat d'arrêt.

Le mémorandum d'accord établit des mécanismes de coopération entre les deux parties, mais en veillant à ce que la coopération dans le cadre des lois nationales implique la réforme juridique de la justice transitionnelle, comme l'ont indiqué certaines délégations au Conseil aujourd'hui, ainsi que l'acceptation par le Soudan de coopérer avec la CPI. Je souligne que l'extradition des suspects s'effectue dans un cadre juridique permanent, et non temporaire, comme l'exigent les conditions actuelles du processus de transfert politique, avec les difficultés relevées dans le rapport du Procureur.

En outre, la pleine coopération avec la CPI exige également que nous menions à terme le processus de ratification du Statut de Rome conformément aux dispositions applicables du droit soudanais, aux termes desquelles une demande de coopération requiert une déclaration indiquant la base juridique sous-jacente et des informations précises sur le lieu de résidence et l'identité des personnes. Le Gouvernement soudanais traite la CPI comme n'importe quelle autre organisation intergouvernementale, et il n'y a aucune restriction aux communications, mouvements ou activités de la Cour au Soudan.

La mise en œuvre des demandes d'assistance au titre du paragraphe a) de l'article 99 du Statut de Rome sera effectuée conformément à la procédure établie par le droit national. Je rappelle que, conformément au paragraphe 4 de l'article 93 du Statut, le Gouvernement soudanais peut refuser de coopérer en rejetant, totalement ou partiellement, une demande d'assistance de la Cour si cette demande a pour objet la production de documents ou la divulgation d'éléments qui touchent à notre sécurité nationale. Il peut aussi déclassifier ces documents, mais cela prend du temps. Le Gouvernement soudanais coopère néanmoins avec le Procureur de la CPI. La ratification de toute convention internationale doit être soumise à l'examen du Ministère de la justice. J'ai clarifié ce point à plusieurs reprises au Conseil de sécurité, et il figure à l'article 19 du mémorandum d'accord signé entre la CPI et le Soudan.

La comparution des accusés ou des suspects ou l'accès aux éléments de preuve et aux témoins requièrent une plus grande coopération internationale. Tant qu'un cadre juridique ne sera pas mis en place, la forme de coopération et le respect de la législation resteront précaires, car les mesures énoncées dans la Convention pour la

prévention et la répression du crime de génocide semblent très primitives. En attendant la ratification définitive du Statut de Rome, la meilleure solution consiste à maintenir la coopération entre la Cour et le Soudan, en vertu de l'article 1 du Statut de Rome, sur la base du principe de complémentarité.

S'agissant de la coopération entre le Gouvernement soudanais et le Bureau du Procureur, le mémorandum d'accord, signé le 12 août 2021 entre le Ministre soudanais de la justice et le Procureur, repose sur un cadre juridique qui combine la mise en œuvre de la résolution 1593 (2005), sur la coopération des parties au conflit du Darfour et du Gouvernement soudanais avec la CPI, et la coopération au titre du paragraphe 5 a) de l'article 87 du Statut de Rome, qui demande aux États non parties de prêter leur assistance au procès, au titre du chapitre IX du Statut. Pour les crimes commis dans la région du Darfour depuis juillet 2002, il s'agit notamment de faciliter les enquêtes au Soudan et de transférer les suspects faisant l'objet d'un mandat d'arrêt.

Pour ce qui est de la facilitation des enquêtes sur le territoire soudanais, il n'y a pas d'objection de principe et, tout en tenant compte des circonstances exceptionnelles actuelles, il est possible de commencer à envisager le renforcement de la coopération afin de garantir la justice pour les victimes et de discuter des propositions du Procureur dans le cadre des canaux de communication établis ou des points focaux, sur la base du principe de complémentarité juridique et de l'article 3 du mémorandum d'accord. Le Ministère de la Justice est le canal de communication privilégié pour les demandes de coopération, d'information et de coordination entre les deux parties, le cas échéant. Il s'agit d'une demande formulée par le Procureur.

Conformément à l'article 10 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur peut aussi apporter son concours au Soudan pour mener une enquête ou engager des poursuites pour tout crime relevant de la compétence de la Cour ou couvert par la législation soudanaise. Cela comprend notamment une coordination technique et juridique, ce qui n'a pas été fait. Le Soudan ne peut être tenu pour seul responsable de cette situation. Toute demande de ce type doit prévoir un délai raisonnable, comme le précise l'article 18 du mémorandum d'accord, qui renvoie au paragraphe a) de l'article 99 du Statut de Rome, lequel, à son tour, va dans le sens de la position du Soudan en ce qui concerne les demandes de coopération, qui doivent être exécutées conformément aux procédures applicables en vertu de la législation nationale et de la manière précisée

dans la demande, à moins que la loi ne l'interdise. L'article 20 du mémorandum d'accord mentionne la nécessité de répondre aux demandes du Procureur à titre volontaire en ce qui concerne l'audition des personnes et l'inspection des sites. Ces demandes doivent prévoir un délai suffisant, convenu entre les deux parties, et fournir des informations sur les activités à mener sur le territoire soudanais.

L'Accord de paix de Djouba mentionné par certaines délégations n'a pas été mis en œuvre, en particulier le processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration, car les donateurs et la communauté internationale n'ont pas financé le processus dans son intégralité ni honoré leurs engagements. Il n'a donc pas été possible de mener à bien ce processus sur la base des seules ressources nationales en raison des difficultés économiques actuelles. Je demande aux délégations de cesser d'imputer au Soudan la responsabilité de cet échec chaque fois que cette question est soulevée.

Pour ce qui est de la coopération avec le Procureur entre 2020 et 2022, y compris après le 25 octobre, le rapport indique que les violations du droit international humanitaire relèvent de la compétence de la CPI, mais il est juridiquement établi que le droit international humanitaire et les quatre Conventions de Genève s'appliquent aux conflits armés internationaux, et non aux conflits internes. Malgré cela, le Soudan a respecté tous ses engagements liés à l'accord de cessez-le-feu conclu à Djedda sous les auspices des États-Unis et du Royaume d'Arabie saoudite.

Le rapport affirme également, dans plus d'un paragraphe, que le Gouvernement soudanais n'a pas coopéré avec la CPI, et parle d'une détérioration de plus en plus marquée des relations avant même que les hostilités en cours n'éclatent. Or, le Gouvernement soudanais a coopéré avec la CPI et le Bureau du Procureur de la manière suivante.

Le Soudan a signé le Statut de Rome en 1998, et le Ministère de la justice a mené une étude sur le Statut, laquelle a été présentée au Conseil des ministres pour ratification finale. Toutefois, les événements politiques ont empêché cette ratification et, en mai 2021, l'accord de coopération entre le Gouvernement soudanais et la CPI a été signé. Puis en août 2021, le mémorandum d'accord a été signé. En ce qui concerne la coopération avec le Bureau du Procureur depuis la prise de fonctions de M. Khan le 16 juin 2021, un nouveau mémorandum d'accord entre la Cour et le Gouvernement, après le départ de M^{me} Bensouda, a été signé en août 2021 par M. Khan en vue de renforcer la coopération avec le Ministère de la justice. Le Procureur Khan s'est ensuite rendu à Khartoum, où il a rencontré le personnel occupant les plus hautes fonctions afin d'assurer que justice soit rendue aux victimes et aux personnes déplacées au Darfour.

Après plusieurs visites au Soudan, le Procureur a demandé l'ouverture d'un bureau de liaison incluant la présence de fonctionnaires. Le Soudan avait déjà accueilli M^{me} Bensouda à deux reprises et facilité son travail. Elle avait rencontré des représentants du Gouvernement et rendu visite aux victimes et aux personnes rescapées dans les camps du Darfour.

Du 20 au 25 août 2022, le Procureur et son équipe ont été accueillis au Darfour. Certains membres de son équipe se sont rendus dans le sud et le centre du Darfour. Ils ont rencontré des gouverneurs d'État et des responsables locaux dans les camps de réfugiés. D'autres membres de l'équipe dirigée par la Procureure adjointe, la juge Nazhat Shameem Khan, ont rencontré le Ministre de la justice, le Vice-Ministre des affaires étrangères et le Ministre de la culture et de l'information. Ils ont également rencontré des membres du Conseil souverain et le Gouverneur du Darfour. Le 23 août 2022, à son retour du Darfour, le Procureur a rencontré le Vice-Président du Conseil souverain, avant de présenter son exposé historique au Conseil de sécurité depuis Khartoum, sans aucune restriction (voir S/PV.9113). Le lendemain, le 24 août, le Procureur a rencontré le Président du Conseil souverain et participé à une conférence de presse à l'hôtel Rotana, à Khartoum.

En septembre 2022, une autre délégation du Bureau du Procureur, composée de neuf membres, s'est rendue à Khartoum pour une visite de six jours, suivie de nombreuses visites entre le 12 septembre et le 18 décembre 2022. Une autre délégation de huit membres s'est également rendue au Soudan pour discuter des questions relatives à la coordination sur le terrain, à la responsabilité juridique, à la gestion des affaires et à la sensibilisation. Cette délégation comprenait le Chef du Département des relations publiques et s'est rendue à Zalingei, Bindisi, Makjar et Kelma, ainsi que dans le nord et le sud de Bandis, les camps de Kadoum et l'ancien camp de Makjar.

En outre, une délégation de 12 personnes, dirigée par le Procureur, s'était rendue à Nyala le 21 août et avait rencontré le Gouverneur et le comité de sécurité, et le 22 août, dans la ville de Zalingei. Notre coopération avec la CPI a donc été plus positive que ce qui a été présenté par les membres de la Cour.

Le Procureur de la CPI a demandé au Gouvernement soudanais l'autorisation d'ouvrir un bureau au Soudan et d'y envoyer des fonctionnaires. Cependant, le Greffier de la Cour ne s'est pas rendu au Soudan pour finaliser cette demande. Le Gouvernement soudanais est tout à fait disposé à le faire dès que les hostilités auront cessé.

Le Procureur a également demandé à avoir accès à des documents, des archives, des témoignages et des preuves sur les crimes commis au Darfour et a demandé à

pouvoir se rendre sur les lieux des crimes. Nos réponses ont toujours été positives, preuve de notre volonté de coopérer et de travailler en coordination.

Je m'attendais à ce que le rapport mentionne plusieurs points importants, à savoir les mesures de réforme législative prises par le Gouvernement soudanais pour montrer notre coopération avec la CPI, notamment les modifications pertinentes du droit pénal soudanais de 1995, de la loi sur les forces armées de 2007 et de l'article 3 du Code de procédure pénale de 1991 dans le but de le rendre conforme aux exigences de la CPI, ainsi que la nomination d'un procureur soudanais spécialisé et l'établissement de tribunaux spéciaux pour enquêter sur les crimes commis au Darfour.

Le rapport ne fait pas non plus état des efforts déployés par mon gouvernement pour protéger les civils au Darfour, notamment le déploiement de forces conjointes pour mettre en œuvre l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan et le suivi des conditions de sécurité dans la région. Il indique que le Soudan n'a pas pris de mesures suffisantes pour faciliter la coopération avec le Bureau du Procureur avant les événements du 15 avril 2023, en raison notamment d'obstacles administratifs et d'un refus de travailler avec les autorités et les témoins soudanais ainsi qu'avec les populations touchées. Au cours de sa visite dans l'État du Darfour central, le Procureur a déclaré qu'il assurerait le général de corps d'armée Al-Burhan de sa coopération avec les gouverneurs au Darfour et qu'il ne voyait aucun obstacle susceptible d'entraver cette collaboration. La seule demande du Procureur était qu'un contact soit établi entre le Gouvernement et le Bureau du Procureur. Cette demande sera examinée avec les autorités soudanaises dans un avenir proche.

En ce qui concerne la remise des trois derniers suspects recherchés par la CPI, question évoquée dans le rapport et soulevée par certaines délégations, et le fait qu'on ignorerait où ils se trouvent, le Ministre de la justice m'a assuré hier que ces individus font l'objet d'une surveillance stricte dans un hôpital où ils reçoivent des soins. J'en ai dûment informé le Procureur hier pendant sa visite à la Mission, où nous avons également discuté en détail de la poursuite de la coopération.

Le rapport du Procureur ne propose qu'une seule option, à savoir que les suspects soient jugés à La Haye et nulle part ailleurs. Cependant, dans ses exposés au Conseil de sécurité en 2020 et 2021, l'ancienne Procureure, M^{me} Bensouda, avait proposé trois options parmi lesquelles le Soudan devait choisir. Cette question sera abordée avec le Procureur dans un avenir proche. Quant aux

cinq personnes accusées, leurs procès se dérouleront soit devant un tribunal soudanais, soit à La Haye, soit devant un tribunal mixte bénéficiant d'un appui international établi en vertu d'une résolution du Conseil. Un mémorandum d'accord a été signé par le Gouvernement soudanais et le Bureau du Procureur lorsque la CPI a été saisie de l'affaire, conformément à la résolution 1593 (2005).

En ce qui concerne l'extradition des trois suspects, le Statut de Rome ne prévoit pas de prescription pour les crimes qui leur sont reprochés. Une fois que la guerre d'agression totale sera terminée, nous pourrions nous en occuper, en gardant à l'esprit que nous disposons d'options supplémentaires déjà approuvées par le Procureur et sa prédécesseure, comme je l'ai mentionné plus haut.

Après la révolution, nous avons commencé à collaborer avec la CPI sur la base du respect du principe de complémentarité pénale et juridique, selon lequel les affaires pénales sont jugées de préférence par nos tribunaux nationaux en vertu de notre droit pénal national. Ce principe fait de la CPI, comme l'a déclaré le Procureur, le tribunal de dernier recours et non le tribunal de première instance. En conséquence, le Gouvernement soudanais souhaite exercer son droit de poursuivre les crimes commis au Darfour par l'intermédiaire de ses tribunaux pénaux nationaux conformément aux critères juridiques internationaux en vertu du principe *non bis in idem*, qui est reconnu dans la plupart des systèmes pénaux nationaux et dans l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Enfin, en vertu de l'article 90 du Statut de Rome, la justice soudanaise a le droit de rendre des jugements condamnant les auteurs de crimes internationaux relevant de la compétence de la CPI. Le Gouvernement soudanais est en droit de recevoir du Procureur une copie des informations et des enquêtes qui sont considérées comme des preuves directes pour justifier les procès. La position du Procureur selon laquelle les autorités soudanaises n'ont pas coopéré avec son bureau en refusant de livrer les suspects devant être poursuivis à La Haye n'est pas juste compte tenu des clarifications que j'ai apportées aujourd'hui sur l'étendue de la coopération entre le Soudan et le Bureau du Procureur.

Pour terminer, il y a eu un débat sur le Soudan hier au Parlement britannique. Lors de cette discussion, M^{me} Anita Ferrara, auteure et experte de la justice transitionnelle au Irish Center for Human Rights, a déclaré ce suit :

« La justice pénale pour les victimes de guerre du monde entier arrive tard quand l'agresseur gagne la guerre. À court terme, la justice transitionnelle peut être appliquée ».

Elle a appelé les parties soudanaises à commencer par la justice transitionnelle, et nous avons indiqué les défis que cela comportait. Quant à la justice pénale, elle se matérialisera à plus long terme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Procureur pour qu'il réponde aux observations qui ont été formulées.

M. Khan (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette occasion de dire quelques mots pour finir, et je suis reconnaissant aux membres du Conseil de sécurité de leurs observations et de leur large appui.

J'aimerais vraiment être en mesure de donner des nouvelles encourageantes et de saluer la coopération. Je saisis la moindre occasion pour féliciter tout pays, tout État, toute personne qui choisirait la voie de la justice et s'éloignerait de la criminalité. Malheureusement, je n'avais pas de raison de le faire aujourd'hui.

J'essaierai d'être bref, car je sais qu'il y a une séance importante après celle-ci.

Il y a un principe fondamental du droit international qui est connu de n'importe quel membre : une autorité nationale, un gouvernement, un pays ne peut pas faire valoir une lacune ou un obstacle intérieur pour ce qui est de remplir une obligation de droit international. En termes de maintien de la paix et de la sécurité internationales, il n'est pas plus haute autorité au monde que le Conseil de sécurité. Or c'est le Conseil de sécurité, en 2005, au paragraphe 2 de la résolution 1593 (2005), qui a indiqué de façon absolument claire, noir sur blanc, que le Gouvernement soudanais et toutes les parties au conflit devaient coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur et leur apporter toute l'assistance nécessaire conformément à cette résolution. C'est là une obligation internationale, qui, hélas, est beaucoup plus enfreinte que respectée.

L'heure est grave. Je n'invente rien. Dans mon dernier rapport et dans ma déclaration au Conseil (voir S/PV.9249), j'avais fait savoir de façon très claire que malheureusement, malgré toutes les promesses et tout le protocole à l'aéroport, dont je suis très reconnaissant, n'importe quelle analyse montre une tendance évidente à l'absence de coopération, après une certaine coopération. Le peu de coopération qu'il y a eu a connu son apogée avant octobre 2021. Par conséquent, les paroles n'ont pas été traduites en actes, ce qui est éminemment regrettable, du point de vue du respect des obligations du droit international.

À titre d'exemple, il y a 34 demandes d'assistance qui restent en suspens, et ces demandes ne datent pas d'hier ; elles sont en attente depuis 2020. Franchement et honnêtement,

ce ne sont pas les événements des 90 derniers jours qui peuvent occulter ou modifier le fait que l'absence de coopération à laquelle nous nous heurtons est là depuis longtemps, et est particulièrement manifeste depuis octobre 2021, car même avant le mois d'avril, au début de cette année, après mon dernier rapport, après que j'ai pris la parole devant le Conseil, deux missions au Soudan ont été annulées parce que nous n'avons pas obtenu de visa, et j'ai maintes fois soulevé la question. C'est la vérité, la réalité pure et simple.

Je suis un vrai partisan de la complémentarité dynamique, et lorsque j'ai rencontré le général Al-Burhan en tête à tête, il n'est pas vrai que j'ai insisté pour que les procès se tiennent à La Haye. J'ai déjà dit publiquement que les procès doivent avoir lieu dans la région. Ils doivent se dérouler aussi près que possible de la population, et je suis même allé plus loin en déclarant que, sous réserve des ordonnances judiciaires, j'étais ouvert, mais bien sûr c'est aux juges d'en décider, à ce que les procès puissent même se tenir par visioconférence depuis Khartoum. Les procès peuvent avoir lieu à La Haye, les accusés apparaissant par visioconférence, peut-être sous réserve des ordonnances judiciaires. L'idée, c'est que la complémentarité est à la base du Statut de Rome, mais qu'il y a un autre élément important que nous ne devons pas négliger, à savoir que s'il est déterminé qu'un État ne veut pas ou ne peut pas garantir que les obligations internationales seront satisfaites, que s'il n'y a pas d'enquête en cours se rapportant au génocide, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre, nous devons nous assurer – et être résolu à le faire – que le principe de responsabilité s'applique afin de donner réellement effet à la promesse du « plus jamais ».

Par conséquent, cela m'attriste et je n'ai aucun plaisir à dire que, malheureusement, je suis contraint d'arriver à la conclusion qu'à l'heure actuelle, le Soudan ne peut ni ne veut s'acquitter de ses obligations. C'est pourquoi j'ai annoncé aussi clairement que possible que nous nous dirigeons vers le moment où nous allons nous pencher et enquêter sur les allégations actuelles. Et je réitère, et ce sera mon dernier mot, mon appel aux deux parties au conflit et à tout individu, pour le bien du Soudan et pour leur propre bien, à coopérer avec moi, même maintenant à la dernière minute, et à fournir des informations pour tenir la promesse de justice, car c'est une occasion qui ne se représentera peut-être pas.

Je remercie le Conseil de sécurité de m'avoir permis de faire ces observations finales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Khan de ses précisions et observations.

Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste.

La séance est levée à 17 h 5.